

L'ajournement

groupe d'étude dirigé par le haut fonctionnaire qui vient au deuxième rang dans la hiérarchie, M. Michael Kirby.

Or, voilà la question que j'ai posée à l'honorable ministre, monsieur l'Orateur. Pourquoi n'y a-t-il, au sein de ce groupe d'étude, aucun représentant des pêcheurs de la côte atlantique? La réponse du ministre était des plus édifiantes. Il a dit: Eh bien, il ne s'agit pas d'une commission royale d'enquête, et je suis convaincu que M. Kirby consultera toutes sortes de gens. Il est même allé jusqu'à dire qu'il savait que M. Kirby avait sollicité certains représentants des pêcheurs et qu'il était possible que l'un ou plusieurs d'entre eux fassent partie du groupe d'étude.

Cependant, monsieur l'Orateur, je tiens à signaler à la Chambre que d'autres et moi-même nous sommes rendus dernièrement au Nouveau-Brunswick, où nous avons parlé à bon nombre de pêcheurs qui sont et seront concernés par les décisions de M. Kirby, quelles qu'elles soient. Ils nous ont dit clairement qu'ils ignoraient tout de ce que M. Kirby faisait. Ils ne savent pas qui le conseille ni qui siège au sein du groupe de travail qui va décider de leur sort. Ils veulent y être représentés, car sinon, même avec la meilleure volonté du monde, M. Kirby ne connaîtra pas la moitié des éléments nécessaires pour rédiger un rapport qui pourrait tirer d'affaire le ministre des Pêches et des Océans qui s'est visiblement déchargé de ses responsabilités dans ce dossier.

● (2215)

Quelques minutes à peine après que le ministre des Pêches et des Océans eut déclaré que la présence de pêcheurs au sein du groupe de travail n'était pas nécessaire, le député de South West Nova (M^{lle} Campbell) est intervenue. Le député de South West Nova appartient au parti libéral. Elle a repris précisément ce que j'avais proposé, car il y a dans sa circonscription des pêcheurs qui pêchent au large des côtes atlantiques. Elle a laissé entendre qu'à son avis il fallait qu'il y ait un représentant des pêcheurs côtiers. Elle a aussi proposé la constitution d'un comité consultatif. J'irais plus loin. J'estime qu'il faut aussi un représentant des pêcheurs hauturiers.

Oui c'est vraiment extraordinaire que dans l'espace de quelques minutes, le ministre des Pêches et des Océans ait refusé, comme je le lui demandais, que les pêcheurs soient représentés au sein du groupe de travail, alors que, lorsqu'un député libéral s'est levé pour proposer la même chose, il l'a écouté avec complaisance comme si, à son avis, le député de Southwest Nova avait quelque chose d'intéressant à dire. Elle a donné du poids à mon argument que le ministre trouva alors fort intéressant. Sa réponse changea du tout au tout. En réponse au député de South West Nova qui avaient suggéré que puisque les pêcheurs ne pouvaient avoir de représentant au sein du groupe de travail, un groupe consultatif puisse au moins les représenter, le ministre déclara qu'à son avis, l'idée d'un comité consultatif était très intéressante.

J'aimerais recevoir une réponse de quiconque parlera au nom du ministre des Pêches et des Océans—à moins, bien sûr qu'on ait envoyé quelqu'un ici pour répondre au nom de M. Kirby, car nous ne sommes vraiment pas sûr de qui des deux est responsable, du ministre ou de M. Kirby. Nous ignorons qui au juste est chargé de cette question. Quoi qu'il en soit, j'aimerais savoir si la suggestion dont j'ai pris l'initiative et

qu'a reprise le député de South West Nova va être acceptée. La représentante est très respectée en tant que député, et je la connais bien. Y aura-t-il un comité consultatif représentant les pêcheurs de la côte Atlantique?

Il faut aussi que j'aborde la question du groupe de travail Kirby. Pourquoi ne tient-il pas d'audiences publiques? Pourquoi M. Kirby a-t-il commencé par faire une gaffe incroyable en déclarant qu'il n'était pas d'accord avec ceux qui estiment que les gouvernements provinciaux sont les mieux à même de juger de ce qui est bon pour les commettants. Puis, il a insulté les gens avec lesquels il allait devoir traiter en disant: «Je ne suis pas de ceux qui croient qu'on devrait se laisser gouverner par les conseils municipaux». Et c'est l'homme que nous avons envoyé sur la côte Est pour résoudre les problèmes des pêcheurs!

Il me faut aussi signaler à la Chambre que le gouvernement a fait une erreur monumentale en annonçant à l'avance que M. Kirby allait être sous-ministre des Pêches. Comment M. Kirby peut-il espérer que les fonctionnaires lui diront la vérité maintenant qu'ils savent qu'ils parlent à un homme de qui dépend leur avenir, je vous le demande un peu, Votre Honneur?

J'ai soulevé un certain nombre de points. Je voudrais obtenir des réponses. L'autre jour, le ministre des Pêches ne m'en a certainement pas fournies.

M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, lorsqu'il a annoncé la création d'un groupe de travail spécial sur les pêches de la côte atlantique, il y a un peu plus d'un mois, le premier ministre (M. Trudeau) a dit que dans le cadre de son mandat, ce groupe consulterait tous ceux qui jouent un rôle dans le secteur de la pêche. Il est chargé de faire au gouvernement des recommandations sur la façon de maintenir à flot et de rentabiliser la pêche dans la région de l'Atlantique, tout en tenant compte du développement économique et social global des provinces de l'est du Canada.

● (2220)

Le député cherche à faire des histoires parce que le groupe de travail ne compte pas fonctionner comme une commission royale d'enquête en tenant des audiences publiques. Je tiens à lui dire que ce petit groupe de personnes fort expérimentées veillera à entendre tous les secteurs de la pêche, à étudier tous les aspects des problèmes fondamentaux de l'industrie et à entendre l'opinion de tous ceux qui voudront rechercher avec lui des solutions à long terme. Il n'est pas nécessaire pour cela de tenir des réunions dans toutes les municipalités.

L'industrie de la pêche de l'Atlantique englobe un grand nombre de groupes: les pêcheurs à temps partiel, les pêcheurs à plein temps, les pêcheurs côtiers, les pêcheurs hauturiers, les syndicats, les grosses conserveries, les petites conserveries, les institutions financières, pour n'en nommer que quelques-uns. D'autre part, les gouvernements provinciaux ont également un rôle à jouer dans l'avenir de la pêche. Le groupe d'étude sait parfaitement qu'il y a de nombreux intérêts en jeu et ses membres s'efforceront d'entendre tous les points de vue. Ils le feront avec le plus grand sérieux, mais de façon plus libre que ne le ferait une commission royale d'enquête.